

Nkurunziza "guide suprême permanent" : le CNDD-FDD clarifie

Deutsche Welle, 14.03.2018 Selon le Secrétaire général du parti présidentiel au Burundi, le CNDD-FDD ne pouvait pas remercier Pierre Nkurunziza (photo). Mais l'opposant Ndayishimiye ne dit pas si le président burundais sera candidat en 2020. Le président burundais, Pierre Nkurunziza a été élevé au rang de "Guide suprême permanent" du parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Un titre qui occupe l'opposition alors que le contexte politique est marqué par la polémique autour du référendum constitutionnel qui permettrait au président burundais de briguer, à partir de 2020, deux mandats de sept ans. Dans une conférence de presse qui s'est déroulée ce mardi (13.03), le Secrétaire général du parti présidentiel, l'opposant Ndayishimiye, a indiqué que la décision de son parti ne prévoyait en rien la candidature de Pierre Nkurunziza à la prochaine élection prévue en 2020. La décision du parti présidentiel suscite de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux. Beaucoup pensent que cette distinction est en contradiction avec les violations des droits de l'homme et autres atrocités attribuées au pouvoir de Pierre Nkurunziza, notamment depuis l'éclatement de la crise politique en 2015. L'activiste burundais Pierre Claver Mbonimpa est une des victimes de ces atrocités. Il réclame justice. Après la tentative d'assassinat qui l'a visé en 2015 suivie du meurtre de son fils et de son beau-fils, le fondateur de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues vit en exil en Belgique. Dans une interview accordée à la Deutsche Welle il a expliqué pourquoi, à son avis, le pouvoir en place au Burundi est un régime autoritaire et meurtrier. "J'ai perdu mon fils et mon beau-fils certes, mais j'ai aussi perdu d'autres personnes. Il y a des milliers de personnes qui ont été tuées, assassinées. Cela fait mal mais ce n'est pas une raison pour me venger. Tous ceux qui ont voulu assassiner et qui ont assassiné mon fils et mon beau-fils : je leur ai pardonné" a confié l'activiste qui poursuit : "tout ce que je continue à réclamer justice. La justice ne pardonne pas, elle corrige." Le Burundi se prépare à un référendum constitutionnel en mai prochain. Plus de cinq millions d'électeurs se seraient déjà enregistrés pour voter sur une révision constitutionnelle qui pourrait permettre au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});